



Centre d'hébergement et de réinsertion sociale  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

**Siège social : 6 rue de Cronstadt - 75015 Paris**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE 2020**

Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020



**P C A Conseils**

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

---

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 - Télécopie : 01 42 12 96 97

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2020**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

### **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale du 14 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Urgence Jeunes, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport, faisant apparaître un total de bilan de **2 539 981 €** et un résultat excédentaire de **58 311 €** sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **II. Fondement de l'opinion**

#### **1. Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **2. Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.



## Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif  
6 rue de Cronstadt  
75015 Paris

### 3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points suivants de l'annexe aux états financiers :

- Le paragraphe « Changement de méthode comptable » expose les incidences sur les comptes annuels de l'application des règlements de l'ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de l'ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif (Nouveau Plan Comptable).
- Les résultats des activités conventionnées ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification,
- Le résultat des activités non conventionnées (gestion propre) est approuvé et affecté par l'Assemblée Générale de l'association sur proposition du Conseil d'Administration.

Par ailleurs je vous précise que mes contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs de votre CHRS et de votre dispositif MNA présentés aux autorités de tarification.

### III. Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et notamment sur les points suivants :

- Dans le cadre de mon appréciation des principes comptables suivis par l'association, j'ai été conduit à examiner les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités de tarification assurant le financement des établissements : j'ai obtenu les éléments justifiant la manière dont ont été comptabilisés l'affectation définitive des résultats conformément aux décisions des dites autorités au cours de l'exercice et la manière dont ces arrêtés modifient ou non les comptes annuels des établissements,



## Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif  
6 rue de Cronstadt  
75015 Paris

- Le point « Faits caractéristiques de l'exercice » mentionne les faits marquants de l'exercice,
- Le paragraphe « Evènements postérieurs à la clôture » mentionne les faits postérieurs à la clôture liés à la crise sanitaire COVID-19 qui se poursuit,
- Comme mentionné dans la 2ème partie du présent rapport, la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe aux comptes annuels expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice lié à l'application du règlement de l'ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.





## Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif  
6 rue de Cronstadt  
75015 Paris

### **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



## Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif  
6 rue de Cronstadt  
75015 Paris

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une

incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 04 juin 2021

Le Commissaire aux comptes  
**Société PCA Conseils**  
Représentée par Monsieur Patrice CASALS



# BILAN ACTIF

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

ACTIF	Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020			01/01/2019 au 31/12/2019
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	15 720	7 613	8 107	13 347
Autres immobilisations incorporelles	1 402	1 402		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outil.				
Autres immobilisations corporelles	96 426	40 513	55 913	54 369
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières (2)				
Particip. et créances rattach. à des part.				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	85 499		85 499	82 605
<b>TOTAL (I)</b>	<b>199 047</b>	<b>49 527</b>	<b>149 520</b>	<b>150 322</b>
Comptes de liaison				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances (3)				
Créances clients, usagers et comptes ratt.				400
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	550 321		550 321	77 974
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 821 718		1 821 718	2 145 221
Charges constatées d'avance (3)	18 422		18 422	15 608
<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 390 461</b>		<b>2 390 461</b>	<b>2 239 203</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>2 589 508</b>	<b>49 527</b>	<b>2 539 981</b>	<b>2 389 524</b>

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an

  
 Le présent document a servi de  
 support matériel à la rédaction  
 du rapport qui précède.

# BILAN PASSIF

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

PASSIF	Du 01/01/2020 au 31/12/2020	Du 01/01/2019 au 31/12/2019
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		59 383
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	539 170	
Autres réserves		34 710
Report à nouveau	1 177 374	941 065
Excédent ou déficit de l'exercice	58 311	681 386
<i>Situation nette</i>	<i>1 774 855</i>	<i>1 716 544</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 774 855</b>	<b>1 716 544</b>
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (II)</b>		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	78 789	60 817
<b>TOTAL (III)</b>	<b>78 789</b>	<b>60 817</b>
DETTES (1)		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	15 746	
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	338 167	254 550
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	223 724	166 486
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		810
Autres dettes	108 700	45 935
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		144 382
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>686 336</b>	<b>612 164</b>
Ecarts de conversion passif	(V)	
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 539 981</b>	<b>2 389 524</b>
(1) Dont à plus d'un an		
(1) Dont à moins d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	686 336	612 164
(3) Dont emprunts participatifs	15 746	

# COMPTE DE RÉSULTAT

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

	Du 01/01/20 au 31/12/20	Du 01/01/19 au 31/12/19
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>		
Cotisations	80	10
Ventes de biens		
Ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	10 754	709 600
Parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 954 568	1 193 038
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	39 147	68 275
Utilisations des fonds dédiés		504 460
Autres produits	13 162	2 113 824
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>5 017 711</b>	<b>4 589 207</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (2)</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Autres achats et charges externes *	3 114 029	2 600 960
Aides financières	381 347	
Impôts, taxes et versements assimilés	70 573	51 279
Salaires et traitements	854 272	710 742
Charges sociales	455 274	383 881
Dotations aux amortissements, dépréciations		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	18 441	9 476
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		5 600
Dotations aux provisions	17 973	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	48 604	150 582
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>4 960 512</b>	<b>3 912 521</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)</b>	<b>57 199</b>	<b>676 686</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 492	739
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>1 492</b>	<b>739</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)</b>	<b>1 492</b>	<b>739</b>

# COMPTE DE RÉSULTAT

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

	Du 01/01/20 au 31/12/20	Du 01/01/19 au 31/12/19
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		4 136
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>		<b>4 136</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	105	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>	<b>105</b>	
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)</b>	<b>-105</b>	<b>4 136</b>
Impôt sur les bénéfices	275	175
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>5 019 203</b>	<b>4 594 082</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>4 960 892</b>	<b>3 912 696</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT (3)</b>	<b>58 311</b>	<b>681 386</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>58 311</b>	<b>681 386</b>

\* Y compris : Redevances de crédit-bail mobilier  
Redevances de crédit-bail immobilier

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de

4 136

-105

4 136



Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

**ANNEXE**



Du 01/01/2020 au 31/12/2020

### FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 2 539 980,60 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 58 311,22 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

#### **Effets de la crise sanitaire sur l'activité de l'association :**

##### Financier :

- Augmentation des coûts liés à la mise à disposition de matériel de protection,
- Location de véhicules pour assurer les visites au domicile des jeunes,
- Majoration des allocations versées et augmentation des bénéficiaires (ruptures d'emploi),
- Augmentation du coût des hébergements (nouveaux partenariats, amélioration du confort, développement des logements individuels, isolement de résidents positifs ou suspects),
- Baisse des participations financières liées aux pertes d'emplois et augmentation des durées de séjours pour ces mêmes raisons,
- L'association a pu bénéficier des financements COVID-19 suivants :

Financeurs	Activités	Aides logistiques	Aides RH
DRIHL	LYCJM	60 369,00 €	9 506,00 €
	PPH	20 134,00 €	6 087,00 €
	CHRS	34 067,00 €	12 207,00 €
Ville de Paris	LYCJM	18 718,00 €	1 592,00 €
	MNA	8 050,00 €	3 835,00 €
Total par type d'aides		141 338,00 €	33 227,00 €
Total général		174 565,00 €	

- Les surcoûts suite à la crise sanitaire se sont élevés pour 2020 à :

Financeurs	Activités	Dépenses logistiques	Dépenses RH
DRIHL	LYCJM	78 587,33 €	6 182,07 €
	PPH	9 076,18 €	2 421,36 €
	CHRS	20 298,77 €	12 114,87 €
Ville de Paris	LYCJM	19 206,45 €	1 103,54 €
	MNA	20 744,55 €	14 669,71 €
Total par type d'aides		147 913,28 €	36 491,55 €
Total général		184 404,83 €	

  
Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

##### Activité :

- Allongement de la durée de fonctionnement de l'accueil Hivernal sur toute l'année et augmentation des capacités d'accueil demandées par la DRIHL pour l'hiver 2020-2021,
- Augmentation des durées de séjours, en raison des pertes d'emploi,

- Ralentissement des services de la préfecture de Police d'où de plus importants délais d'obtention de titre de séjour.

Logistique :

- Instauration du télétravail et modification des horaires d'ouverture en fonction des consignes gouvernementales,
- Mise en place de protocole sanitaire dans les locaux pour les salariés et les bénéficiaires,
- Arrêt de distribution de collations et fermeture de l'accès à salle informatique depuis le 16 mars 2020 pour une durée indéterminée.

**Evènements postérieurs à la clôture :**

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes, le conseil d'administration n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable

2020 est la première année d'application des règlements ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Cela a modifié certaines lignes du rappel 2019 du bilan et du compte de résultat.

Par ailleurs, les informations nécessaires à la compréhension du passage du règlement CRC n°99-01 au nouveau règlement ANC n°2018-06 conformément aux dispositions de l'article L123-172 du Code de commerce et des articles 833-1 et 833-2 du plan comptable général relatives aux changements de méthodes comptables sont données dans l'annexe et notamment, en ce qui concerne les fonds propres.

Textes appliqués

Les comptes annuels au 31/12/2020 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01, celles du règlement n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi que celles des décrets et arrêtés applicables aux secteurs d'activités.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

Mise en œuvre de moyens d'accueil, d'orientation, d'insertion sociale, professionnelle, d'hébergement etc en faveur de jeunes majeurs en situation d'exclusion sociale.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

- Un CHRS :
- Accueil en hébergement diffus (hôtel, hôtel social, appartement partagé ou non, FJT...), s'appuyant



également sur un accueil en journée dans nos locaux

- Et offrant, concomitamment, un accompagnement socio-éducatif et psychologique, qui se déclinent sous forme d'entretiens, d'accompagnement dans les démarches, dans la découverte de leur environnement de vie, des visites à domicile, dans la mise en relation avec les partenaires (écoles, médecins, juristes, loisirs ...)
- Un dispositif lycéens :  
Jeunes orientés par le SIAO sur proposition du rectorat de Paris.  
Accueil de jeunes scolarisés sur Paris qui ne sont pas ou plus pris en charge par l'ASE (porte d'entrée sur le dispositif) :
  - Accompagnement à la scolarité jusqu'au premier diplôme
  - Accompagnement à l'établissement de l'identité et à la régularisation administrative
  - Accompagnement à l'accès à l'emploi et au logement, à l'issue de l'obtention du diplôme
  - Accompagnement à l'ouverture des droits (accès aux transports en commun solidarité transport, Imagine'R, ...) et à l'accès aux soins (AME)
  - Leurs ressources : un ticket repas de 5,00 € / Jour, et 20,00 € mensuel, soit un budget approximatif de 200,00 € par mois.
- Un dispositif accueil d'urgence hivernal : missions définies dans la convention émise chaque année :  
Accueil inconditionnel de tout public âgé de 18 à 25 ans, voire quelques mineurs  
Les jeunes sont orientés par le SIAO (volet Urgence)  
Le dispositif est ouvert du 1<sup>er</sup> Novembre au 31 mars (sous réserve de prolongation possible à la demande de la DRIHL) :
  - Mise à l'abri des jeunes
  - Ouverture des droits
- Un dispositif MNA qui propose :
  - Par un hébergement dans le diffus (hôtel, hôtel social, appartement partagé ou non, FJT...) ; décliner un accompagnement éducatif, s'appuyant le cas échéant sur des locaux d'accueil en journée
  - Proposer un accompagnement afin favorisant l'insertion sociale et l'autonomie des jeunes accueillis (en particulier sur le volet gestion budgétaire et insertion par le logement), par le biais de prestations :
    - o Matérielles : bon d'alimentation, hygiène vêtue, abonnement transports, fournitures scolaires, argent de poche
    - o De valorisation des compétences à travers le soutien dans la mise en œuvre d'un parcours scolaire et professionnel
    - o Santé : sécuriser la santé tant physique, somatique que psychique par la mise en œuvre de suivis thérapeutiques adaptés
    - o Par le biais d'accès à des activités sportives, culturelles et de loisirs, contribuer à l'épanouissement personnel
  - Accompagner dans la réalisation des démarches relatives à la consolidation de l'état civil en lien avec les autorités consulaires, à la régularisation du droit au séjour en prévision des 18 ans à Paris en lien avec la préfecture compétente ou d'une demande d'asile
  - Préparer la réorientation en structure d'autonomie à 18 ans (Proposition d'une orientation en coordination avec le SEMNA - secteur éducatif auprès des mineurs non accompagnés).

Les moyens mis en œuvre :

- Mobilisation de logements, allocations en numéraires, aides alimentaires et exceptionnelles et mobilisation de personnel en charge de l'accompagnement social, personnel et psychologique.

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciel	3 ans
- Mat.de bureau & informatique	3 ans
- Travaux d'aménagement	5 ans

### IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont constituées de cautionnements versés.

### CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les dépréciations des créances ASE ont été reprises au 31/12/2020 pour la totalité soit 36 750€ suite à l'arrêt de l'activité.

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

- Pas de bénévoles,
- Distribution de moyens de contraception fournis par l'ARS, de protections féminines fournies par Règles Élémentaires, masques chirurgicaux fournis par la DRIHL. Non quantifiées pour 2020.

La valorisation des contributions volontaires en nature sera effective en 2021.

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

# ANNEXE

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	17 122		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	61 472 20 208		13 640 1 105
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	81 680		14 745
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		82 605		4 900
		TOTAL	82 605		4 900
		TOTAL GENERAL	181 407		19 645

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			17 122	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Matériel de transport Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			75 113 21 313	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			96 426	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières			2 006	85 499	
		TOTAL		2 006	85 499	
		TOTAL GENERAL		2 006	199 047	

# ANNEXE

Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, dévelop. <b>TOTAL</b>				
Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL</b>	3 775	5 240		9 015
Terrains				
Constructions	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui			
	Inst. générales agen. aménag.			
Inst. techniques matériel et outil. industriels				
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	7 103	12 971	20 074
	Matériel de transport			
	Mat. bureau et informatiq., mob.	20 208	230	20 438
	Emballages récupérables divers			
<b>TOTAL</b>	27 311	13 201		40 513
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>31 086</b>	<b>18 441</b>		<b>49 528</b>

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements <b>TOTAL</b>							
A. Immob. incorpor. <b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acquisition de titres de participations							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>Total général non ventilé</b>							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

# ANNEXE

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

## TABEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	60 817	17 973		78 789
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL</b>		<b>60 817</b>	<b>17 973</b>		<b>78 789</b>
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients	36 750		36 750	
	Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>		<b>36 750</b>		<b>36 750</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>97 567</b>	<b>17 973</b>	<b>36 750</b>	<b>78 789</b>
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		17 973	36 750	
	- financières				
	- exceptionnelles				


**Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée**



Du 01/01/2020 au 31/12/2020

## ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	85 499		85 499
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	2 665	2 665	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 343	9 343	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	796	796	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers	463 578	463 578	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	73 939	73 939	
	Charges constatées d'avance	18 422	18 422	
TOTAUX		654 242	568 743	85 499
Renvois	Montant			
(1)	des			
(2)	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			


  
 Le présent document a servi de  
 support matériel à la rédaction  
 du rapport qui précède.

# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

## CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	18 422
Financières	
Exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>18 422</b>

## PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	464 494
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>464 494</b>

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

### ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine	15 746	15 746		
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	338 167	338 167		
Personnel & comptes rattachés	69 493	69 493		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	123 273	123 273		
Etat & Impôts sur les bénéfices	1 135	1 135		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	29 822	29 822		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	108 700	108 700		
Dettes représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAUX</b>	<b>686 336</b>	<b>686 336</b>		

- Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exer.  
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

## CHARGES À PAYER

### CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

### MONTANT

Emprunts obligataires convertibles

Autres emprunts obligataires

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières divers

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fiscales et sociales

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

136 021

82 419

### TOTAL DES CHARGES À PAYER

218 440



Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

### INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 78 789,22 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 0,68 %

Table de mortalité 2016-2018

Départ volontaire à 67 ans

Progression de salaire : 1%

Taux charges sociales : 52.7%

Taux de turn-over : moyen

Convention collective : FEHAP 51

Cette indemnité correspond au montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagement de retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite.

Cette information est conforme à la loi 123-13 du Code de Commerce.

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

**Du 01/01/2020 au 31/12/2020**

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

Informations requises par l'article R 123-198-9° du Code de Commerce :

Le montant total des honoraires du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 5 292 € TTC.



*[Signature]*  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

## RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, l'association doit indiquer, dans l'annexe aux comptes annuels, le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants. L'information qui serait fournie dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de publicité des rémunérations et avantages.

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.



*[Signature]*  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.



# VARIATION DES FONDS PROPRES

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					-
Fonds propres avec droit de reprise	59 383,00			59 383,00	-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	34 710,00	504 460,00			539 170,00
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>34 710,00</i>				<i>34 710,00</i>
Report à nouveau	941 065,00	176 926,00	59 383,00		1 177 374,00
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 29 307,00</i>	<i>135 247,00</i>	<i>59 383,00</i>		<i>165 323,00</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	681 386,00	- 681 386,00	58 311,00		58 311,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>135 247,00</i>	<i>- 135 247,00</i>	<i>162 443,00</i>		<i>162 443,00</i>
<b>Situation nette</b>	<b>1 716 544,00</b>	<b>-</b>	<b>117 694,00</b>	<b>59 383,00</b>	<b>1 774 855,00</b>
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement					-
Provisions réglementées					-
<b>TOTAL</b>	<b>1 716 544,00</b>	<b>-</b>	<b>117 694,00</b>	<b>59 383,00</b>	<b>1 774 855,00</b>


  
 Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

# NOTE SUR LES PRODUITS

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

## NOTE SUR LES PRODUITS

PRODUITS	Exercice 2020	Exercice 2019
<b>Fonds publics</b>		
- Subventions d'exploitation et Concours publics		
Prises en charges de l'ASE	9 550	668 200
Dotation globale DRIHL (Dispositif CHRS)	1 005 646	1 043 530
Dotation globale Ville de Paris (Dispositif MNA)	2 311 115	1 065 790
DRIHL 75	1 284 331	941 158
DASES Ville de Paris	313 565	237 350
<b>Total Fonds publics</b>	<b>4 924 207</b>	<b>3 956 028</b>
<b>Fonds privés</b>		
Participation Résidents LYCJM	5 283	14 529
Participation Résidents CHRS	32 143	40 876
Participation Résidents PPH	2 485	0
Refacturations de frais aux jeunes	1 204	524
Cotisations (1)	80	10
<b>Total fonds privés</b>	<b>41 194</b>	<b>55 939</b>
<b>Total global</b>	<b>4 965 401</b>	<b>4 011 968</b>

(1) L'encaissement constitue le fait générateur de la comptabilisation de la cotisation.

# VENTILATION DU RÉSULTAT

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

Activités	Résultat Comptable	Reprise Année n-2 (1)	Résultat "Gestion"	Résultat Financeurs	Résultat Association
Chrs	-4 709	0	-4 709	1 952	-6 661
Ase	0		0		0
Pph	8 313		8 313		8 313
Association	-98 579		-98 579		-98 579
Lycjm	-13 866		-13 866		-13 866
Mna	167 152		167 152	190 404	-23 252
<b>TOTAL</b>	<b>58 311</b>	<b>0</b>	<b>58 311</b>	<b>192 355</b>	<b>-134 044</b>

(1) Reprise année n-2 des résultats des tiers financeurs

Les résultats de l'année N-2 des budgets dits "sous tutelle" sont inscrits aux comptes "résultats sous contrôle de tiers financeurs",

Les comptes principaux de Report à nouveau (110000 et 119000) enregistrant les résultats dégagés sur la gestion propre de l'Association.

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

# RÉSULTAT EFFECTIF

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	58 311,00	681 386,00
Reprise du résultat antérieur	-	-
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	58 311,00	681 386,00
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 104 132,00	546 139,00
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée (CHRS & MNA)	162 443,00	135 247,00

  
Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.